



Le Secrétaire Général

Monsieur Jean-François CARENCO
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 23 janvier 2018

Objet : Réponse à la consultation publique de la CRE du 21 décembre 2017 N 2017-19 relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France.

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver ci-joint la réponse de la CFE Energies à la consultation de la Commission de Régulation de l'Energie relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France.

J'attire votre attention sur la particularité des infrastructures de stockages de gaz naturel, maillon important de la sécurité d'approvisionnement énergétique du pays, laquelle constitue une priorité de la politique énergétique portée par les pouvoirs publics.

La CFE Energies est à la disposition de vos services pour pouvoir leur expliciter plus en détail le contenu de nos réponses.

Restant, à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

William VIRY ALLEMOZ

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !

CFE-CGC ÉNERGIES

59 rue du Rocher

75008 PARIS

www.cfe-energies.com

contact@cfe-energies.com

Réponses de la CFE-CGC Energies

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?

La CFE Energies est favorable aux principes généraux rappelés par la CRE, car ils sont de nature à permettre aux opérateurs de stockages d'exploiter leurs installations dans des conditions économiques permettant d'en garantir la sécurité, la performance et la pérennité. Cependant, il nous semble que le financement du démantèlement des infrastructures à terme, que ce soit sous la forme de provision ou autre, devra être discuté et faire l'objet d'une attention particulière. Pour la CFE-Energies, ce point n'est pas déterminant pour la campagne 2018-2019 et peut attendre les ajustements qui ne manqueront pas d'être faits pour la suivante.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

La CFE Energies est favorable à l'introduction d'un CRCP et demande que cette régularisation a posteriori soit très encadrée, voire bornée et que sa mise en œuvre soit également précisée. A défaut, nous craignons qu'un tel mécanisme donne lieu à de nombreuses critiques et contestations ultérieures.

Question 3 : Êtes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?

La CFE Energies y est favorable, car des ajustements seront vraisemblablement nécessaires, à la lueur d'un ou deux exercices ; à l'exclusion de la BAR et du taux de rémunération dont la stabilité donne de la vision à long et moyen terme aux entreprises. Une homogénéisation avec la période du Transport nous semble également souhaitable.

Question 4 : Êtes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?

La CFE Energies y est favorable, sauf pour ce qui est des variations de revenu liées à la mise en œuvre du filet de sécurité. La CFE-Energies juge qu'une régulation incitative est nécessaire pour garantir une performance optimale. L'exclusion liée au filet de sécurité vient du fait que s'il était demandé aux stockeurs de constituer des stocks complémentaires, cela pourrait être coûteux et devra être intégralement couvert par le revenu autorisé, sans bornes au CRCP.

Un retour d'expérience (REX) sera nécessaire à l'issue de la première période tarifaire.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?

La CFE Energies est favorable à l'introduction d'une régulation incitative visant un taux de remplissage élevé des stockages afin de garantir la sécurité d'approvisionnement du pays. Par contre, cette incitation doit spécifiquement prendre en compte la facilité de commercialisation de chaque stockage. Pour ce faire, l'incitation, vertueuse, pourrait être de faire mieux que les années précédentes (période à considérer à discuter), pour chaque stockage.

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

La CFE Energies est d'accord avec les propositions de la CRE, sauf pour le gaz coussin et son amortissement. Nous considérons que les politiques d'amortissement des entreprises reconnues et acceptées par l'administration fiscale doivent être reprises pour chaque opérateur de stockage dans le calcul de sa BAR respective.

Question 7 : Avez-vous de modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?

Dans la continuité de sa réponse à la question 6, la CFE Energies considère que les durées d'amortissement doivent effectivement s'appliquer au « restant à amortir », qui dépend de l'historique des amortissements passés.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

La CFE Energies rappelle que le risque sous-sol est réel et spécifique aux stockages souterrains. Il ne peut pas être couvert par quelque moyen que ce soit. Pour le reste, les risques sont similaires pour toutes les infrastructures gazières. Il convient donc de le rémunérer en conséquence. A cet égard, le haut de la fourchette proposée par la CRE semble constituer un minimum.

Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?

La CFE Energies n'a pas de remarques concernant la BAR. Toutefois, elle considère qu'il faudrait envisager un taux de rémunération a minima de 6,75% (à cause du risque spécifique sous-sol) tout en respectant les règles d'amortissement reconnues par l'administration fiscale, à savoir 250 ans aujourd'hui pour les opérateurs.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

La CFE Energies pense que les contrats Groupe de Storengy doivent être pris en compte. En effet, cela fait des années qu'ils pèsent lourdement dans les comptes de l'entreprise et obèrent en partie sa capacité à investir dans son outil industriel. C'est quelque part le lot de toute filiale d'un grand Groupe. Storengy fera son affaire de les challenger, quitte à ce qu'il y ait des critères d'incitation à ce propos.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

La comparaison à l'historique est fallacieuse : cela fait plusieurs années que les stockeurs (et a fortiori Storengy) n'ont plus les moyens d'assumer les investissements pour garantir la pérennité de la performance de leurs actifs. Ceci étant rappelé, la CFE Energies estime que la borne basse est inacceptable, car elle mettrait en péril l'activité stockage en France. Cette borne ne devrait même pas apparaître dans ce document. La fourchette objective et réaliste doit être entre l'estimation haute de la CRE et la demande des opérateurs.

Il convient aussi de trancher sur les règles d'amortissement du gaz coussin en cohérence avec les règles fiscales et prendre correctement en compte les risques inhérents aux activités géologiques que représente le stockage souterrain de gaz naturel. Cela devrait conduire à une rémunération plus proche de celle demandée par les opérateurs.

Question 12 : Êtes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?

Non, la CFE Energies n'y est pas favorable. En effet, il nous apparaît pour le moins singulier et paradoxal que les cycles combinés de gaz (CCG) ne soient pas inclus dans l'assiette. Ils contribuent à la sécurité d'approvisionnement électrique de la Nation. Qui peut imaginer que les producteurs d'électricité puissent être interrompus en période de grands froids (critère des 3h pour RTE) alors qu'ils sont un maillon important de la sécurité d'approvisionnement (en électricité) ? Quelle contradiction et absence d'objectivité de leur part ! Les CCG doivent être répertoriés non interruptibles, voire même MIG (mission d'intérêt général).

Qui plus est, ce sont tous les clients des distributions publiques (GRDF) qui doivent être retenus dans l'assiette ! Nos collègues de GRDF ne pourront jamais faire le tri en cas de besoin entre clients éligibles ou non. Ainsi, ce sont toutes les distributions publiques (DP) et l'ensemble de leurs clients qui doivent être considérés comme non interruptibles.

Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?

La CFE Energies privilégie la méthode 2, car elle fait l'unanimité des opérateurs.

Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?

Non, aucune remarque supplémentaire.

Question 15 : Êtes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

Oui, la CFE Energies y est favorable. En effet, dans le cas contraire, chaque GRT reverserait quasiment exclusivement aux opérateurs du même Groupe capitalistique que lui-même ; ce qui ne serait pas un gage d'équité et de bonnes pratiques.

Question 16 : Êtes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?

Oui la CFE Energies y est favorable, car il faut en premier lieu maximiser le remplissage des stockages pour garantir la sécurité d'approvisionnement du pays. En second lieu, ce sont les revenus de cette commercialisation qu'il faut maximiser ; ce qui permet de valoriser l'activité de stockage souterrain de gaz naturel.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?

Oui, la CFE Energies y est favorable, même si c'est court, car il faut ensuite avoir le temps de faire les contrôles et au cas échéant engager la procédure de dernier recours si les souscriptions ne permettaient pas de garantir la sécurité d'approvisionnement de la nation. Tout cela devant être fait dans des délais suffisamment courts pour qu'il reste assez de temps pour injecter le gaz manquant dans les stockages avant le début de l'hiver gazier (1^{er} novembre).

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !



Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?

Du point de vue de la CFE Energies, le plus simple serait d'organiser les enchères du mardi au jeudi inclus. Pour répondre à la demande de séparer les opérateurs lors des enchères, il conviendrait que le temps d'enchères soit au prorata des capacités commercialisées. Sur quatre semaines, cela fait 12 jours d'enchères, 3 pour TIGF et 9 pour Storengy (inclus Géométhane).

Question 19 : Êtes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

Oui, la CFE Energies y est favorable.

Question 20 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?

Oui la CFE Energies y est favorable, car elle fait la part belle aux négociations entre les opérateurs et leurs clients, ce qui reste potentiellement le meilleur gage d'un bon niveau de souscription à un prix compétitif.

Question 21 : Êtes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?

La CFE Energies est favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit pour simplifier l'offre et donner plus de visibilité aux clients des stockages.

Question 22 : Êtes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?

Oui, la CFE-Energies y est favorable pour donner un maximum de transparence aux clients des stockages, mais également dans un souci de simplification (déjà 20 produits proposés...).

Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?

En cas de succès, la CFE Energies y est favorable pour maximiser les revenus des stockages et donc minimiser la contribution tarifaire.

La CFE-Energies y est défavorable en cas d'incapacité de la commercialisation initiale de répondre aux exigences minimales de sécurité d'approvisionnement de la Nation. En ce cas, le filet de sécurité doit être déclenché sans plus attendre. Seulement dans le laps de temps entre le 31 mars et le constat d'insuffisance des souscriptions, les opérateurs doivent être en mesure de continuer à proposer des produits, éventuellement nouveaux.

Question 24 : Êtes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

Non, la CFE Energies privilégie au contraire une commercialisation pluriannuelle dès la première année. En effet TIGF dispose déjà de tels contrats, contrairement à Storengy. Qui plus est, réserver des capacités sur plusieurs années consoliderait d'autant la sécurité d'approvisionnement nationale, et permettrait également aux opérateurs d'avoir une vision pluriannuelle de leurs politiques industrielle et d'investissement.

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !



Question 25 : Êtes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?

La CFE Energies ne voit pas de raison à challenger le consensus d'une enchère à fixing. Outre la simplicité, nous pensons que cela maximisera les volumes souscrits.

Question 26 : Êtes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?

Oui pour les mêmes raisons que la question 25.

Question 27 : Êtes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

Oui, la CFE Energies y est favorable et ne voit pas de raison, à ce jour, de la challenger. Il nous semble cependant qu'un REX devra être fait afin d'en évaluer le bon fonctionnement.

Question 28 : Êtes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?

Oui, idem que 27.

Question 29 : Êtes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?

Oui, la CFE Energies y est favorable, car vu les délais impartis, toute autre approche mettrait en péril la commercialisation à venir. A terme, une plate-forme commune, sous l'égide de la CRE, semble de nature à simplifier le processus de commercialisation.

Question 30 : Êtes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?

Ne pas publier le prix de réserve laisserait toute liberté au marché de se positionner et de valoriser le stockage souterrain de gaz naturel. Néanmoins, il semble nécessaire, par soucis de transparence vis-à-vis des clients, de publier cette valeur. Ainsi les clients se positionneront effectivement à un niveau suffisant pour être retenus.

Question 31 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?

Oui, la CFE Energies est favorable à un prix de réserve supérieur ou égal à zéro, car arriver à des prix négatifs n'aurait pas de sens et mettrait à mal l'alpha et l'oméga de cette régulation que sont d'assurer la sécurité d'approvisionnement de la Nation, au meilleur coût pour les consommateurs.

Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?

Oui, la CFE Energies souhaite que les prix de réserve tiennent compte de la performance des produits. En effet l'éventail de performance étant très large (notamment pour Storengy), cela doit être retraduit dans les prix de réserve.

Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?

La CFE Energies est favorable à la proposition de Storengy, car il ne faut pas nuire aux stockages du Nord qui sont déjà à la peine depuis plusieurs années.

Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?

Oui, la CFE Energies pense que ces constantes sont dans un premier temps suffisamment bien dimensionnées. Le temps manque cette année pour affiner et les challenger. Par contre, nous pensons qu'une analyse ex-post sera nécessaire avant d'entamer la saison de commercialisation suivante.

Question 35 : Êtes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?

Oui, la CFE Energies y est favorable, car tout en étant cohérente avec les modalités pour les stockages en gaz H, celles-ci prennent bien en compte la particularité du site de stockage de Gournay, notamment son unicité.

Question 36 : Êtes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

Oui, la CFE Energies y est favorable ; mais il nous semble que ce devrait être à la CRE d'en assumer/assurer la présidence.

Question 37 : Êtes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

Oui, la CFE Energies y est favorable, car il faut faire vite en effet, afin de toujours s'assurer d'un délai suffisant pour pouvoir injecter le gaz dans les stockages.